



Le 11 septembre, dix ans après

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 20 septembre 2011

[wsws.org](#) 20 septembre 2011

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Comme on pouvait s'y attendre, le dixième anniversaire des attentats du 11 septembre a été exploité par l'élite dirigeante et les médias américains dans une tentative d'éroder le sens critique de la population américaine et de justifier en son nom les crimes commis au cours de la décennie passé.

Il y a un sentiment palpable toutefois que ces efforts sont en train de s'effriter. Comme tous les autres aspects de la vie américaine, les cérémonies commémoratives du 11 septembre ont un caractère ritualisé qui a de moins en moins à voir avec les préoccupations concrètes de la population.

La vie des trois mille victimes de ce crime odieux perpétré il y a dix ans doit être honorée et celle de ceux qui sont restés derrière doit être soutenue. Mais, c'est là quelque chose de tout à fait différent de la tentative d'exploiter continuellement ces décès tragiques pour les objectifs les plus abjects.

Quelques heures après les attentats, le *World Socialist Web Site* mettait en garde dans une déclaration affichée le 12 septembre 2001, que la politique de *l'establishment* se saisirait de l'occasion pour « justifier et légitimer leur recours à la guerre pour défendre des intérêts géopolitiques et économiques de l'élite dirigeante. » Cette évaluation a été totalement confirmée.

L'éminente participation de George W. Bush et de Ronald Rumsfeld a conféré aux commémorations de cette année un caractère sinistre. Tous deux sont personnellement responsables des crimes et des horreurs qui ont suivi le 11 septembre au point de ne pouvoir quitter le sol des États-Unis de crainte d'être arrêtés pour crimes contre l'humanité.

Le problème général avec le dixième anniversaire est que la population américaine a vécu dix années d'expériences amères depuis le 11 septembre - des guerres désastreuses, la dégradation des droits démocratiques fondamentaux, la déliquescence sociale et des crises économiques.

Malgré tous les efforts de *l'establishment* politique pour effrayer les gens avec la menace de nouvelles attaques terroristes - manifestés dans une répression musclée au nom de la sécurité et allant de pair avec la date anniversaire - la grande majorité de la population est bien plus préoccupée par ce que l'élite dirigeante et le gouvernement américains pourraient leur faire. Les travailleurs sont confrontés à la menace constante de perdre leur emploi et leur logement ainsi que de voir détruits les programmes sociaux vitaux.

Alors que les médias produisent des articles et des éditoriaux proclamant à quel point le 11

septembre « nous a tous rapproché », la réalité est que la division en classes est évidente d'emblée. La destruction des Tours jumelles a contribué à un déclin économique qui a coûté leur emploi à des centaines de milliers de personnes et qui a rempli les centres d'hébergement pour personnes sans abri de New York, alors que les PDG ont veillé à ce que les attentats n'enfreignent pas l'accumulation de profit. Ils ont exploité la tragédie pour engranger des millions en stocks options à des prix extrêmement avantageux.

Des pompiers et d'autres personnes qui avaient réagi au désastre et qui sont à présent confrontés à un cancer et à d'autres maladies sont obligés de se battre pour l'obtention de soins médicaux tandis que des subventions sont octroyées pour garantir des profits juteux aux propriétaires du site du World Trade Center.

Malgré les efforts entrepris pour faire du 11 septembre un mythe, de larges sections de la population ne croient pas la version officielle du gouvernement sur ce qui s'est passé ce jour-là. Des sondages ont montré qu'une bonne moitié des New Yorkais qui ont été touchés de plein fouet par cette tragédie, croient qu'à un certain niveau le gouvernement était au courant des attentats du 11 septembre mais les a délibérément laissé se produire. Il est tout aussi significatif qu'à New York, où les attentats ont eu lieu, l'opposition aux guerres lancées en leur nom est peut-être la plus grande.

Les événements en soi restent entourés de secret et de camouflage. L'on a appris la semaine passée que les dossiers de la commission du 11 septembre qui avait publié son rapport en 2004 – des documents qui étaient censés être rendus publics, bien que lourdement censurés – restent scellés dans les Archives nationales.

Cette commission, avait en tout état de cause été chargée non pas de réaliser une enquête objective des attentats et de ce qui s'était passé préalablement mais d'un camouflage orchestré des preuves selon lesquelles au sein de l'appareil de renseignement américain certains individus avaient eu connaissance de ces attentats par avance et en étaient complices.

Nous savons qu'un certain nombre de ceux impliqués dans les attentats avaient fait l'objet d'intense surveillance par la CIA et le FBI et ce deux ans déjà avant le 11 septembre. Le mois dernier, une interview a été publiée lors de laquelle l'ancien Coordinateur national contre le terrorisme de la Maison Blanche, Richard Clarke, a conclu que la CIA était depuis longtemps au courant des attentats et du fait que deux des pirates de l'air étaient entrés aux Etats-Unis et qu'elle avait délibérément dissimulé cette informations aux autres agences.

Une chose est sûre, au cours des dix années qui ont suivi les attentats, pas un seul individu des milieux du renseignement américain, de l'armée ou des gouvernements ni de celui de George W. Bush ou de Bill Clinton n'a été tenu pour responsable ou du moins rétrogradé pour ce qui visiblement a été la faute la plus catastrophique au niveau du renseignement et de la sécurité de l'histoire des Etats-Unis. L'implication inévitable est que le fait de tenir quelqu'un pour responsable entraînerait inévitablement des récriminations qui risqueraient de dévoiler des preuves accablantes de l'implication de l'Etat.

Quels objectifs le 11 septembre a-t-il servi ?

Une fois de plus, l'on annonce à l'opinion publique américaine que le 11 septembre « a tout changé ». La vérité est que la politique et les actions qui ont été appliquées le lendemain

des événements avaient été planifiées au moins une décennie avant que les attentats n'aient été perpétrés.

La liquidation de l'Union soviétique en décembre 1991 avait constitué une énorme opportunité pour les Etats-Unis – proclamée l'unique « superpuissance » du monde – pour asseoir leur hégémonie mondiale. Les restrictions imposées au militarisme américain par la Guerre froide avaient été ébranlées et des couches prédominantes de l'élite dirigeante américaine en étaient venues à considérer que le recours à la supériorité militaire incontestée de l'Amérique était un moyen approprié de compenser le déclin prolongé de la position économique mondiale des Etats-Unis.

En 1997, Zbigniew Brzezinski qui, en tant que conseiller à la sécurité nationale sous le président Carter avait été l'architecte principal de la guerre des moujahedin islamistes soutenue par la CIA contre le régime en Afghanistan soutenu par l'Union soviétique, avait exposé l'impératif stratégique de l'impérialisme américain à devenir la puissance dominante en Eurasie et à empêcher l'émergence de tout rival régional. Dans son livre *Le grand échiquier*, Brzezinski avertissait que les « instincts démocratiques » de la population américaine étaient un frein au recours agressif à la force militaire américaine à cette fin. Il était possible de surmonter ce problème, recommandait-il, uniquement dans la « situation d'une menace soudaine ou d'un défi au sentiment de bien-être de la population sur le plan national. »

Le 11 septembre a précisément fourni cette « menace soudaine ou défi, » en créant, du moins temporairement, un soutien public pour une action militaire au nom de représailles pour les attentats contre New York et Washington.

La première guerre avait été lancée pour le renversement du gouvernement taliban en Afghanistan dont l'arrivée au pouvoir avait précédemment été soutenue par Washington. Près de dix ans après le début de la guerre, 100.000 troupes américaines sont encore déployées dans le pays et les responsables américains reconnaissent que la présence d'Al Qaïda n'y est pas significative. Ce qu'elle a fourni c'est une tête de pont près de la mer caspienne qui détient quelque 20 pour cent des réserves pétrolières mondiales connues et un huitième de ses réserves de gaz.

La guerre en Afghanistan a été suivie en 2002 par le lancement par Bush d'une stratégie de sécurité nationale prônant le droit de Washington de mener une guerre « préventive » contre toute nation perçue comme une menace potentielle aux intérêts américains. Cette stratégie était en fait un permis de mener une guerre d'agression, ce qui avait été explicitement rejeté par le tribunal de Nuremberg et qui avait constitué le fondement du principal chef d'accusation retenu contre les nazis.

En 2003, cette doctrine fut mise en pratique dans une guerre non provoquée pour un changement de régime en Irak qui détient les deuxièmes plus importantes réserves de pétrole du monde. Cette guerre fut justifiée par des mensonges concernant des liens non existant entre l'Irak et Al Qaïda et des « armes de destruction massive. »

Ces événements ont été les premiers jalons dans la criminalisation en profondeur de la politique étrangère américaine. Les guerres d'agression de Washington ont coûté la vie à plus d'un million d'Irakiens ainsi qu'à des milliers de personnes en Afghanistan, au Pakistan et actuellement en Libye.

Ces guerres sont allées de pair avec l'adoption de formes de comportement de plus en plus abominables, avec la torture et les assassinats ouvertement proclamés comme la politique officielle et des révélations sur les pratiques barbares en vigueur à Guantanamo, Abou Ghraïb, à la base aérienne de Bagram et les « sites noirs » (« black sites ») de la CIA et qui suscitent le dégoût dans le monde entier. Le déchaînement de l'armée américaine s'est accompagné d'une militarisation accrue de la CIA qui opère la flotte de drones Predator qui ont tué des milliers de personnes au Pakistan, au Yémen, en Somalie et dans d'autres pays. L'on a également assisté à la mise en place d'armées de mercenaires massivement financées et dirigées par des organisations comme Blackwater, qui n'ont de compte à rendre à personne.

Au cours de ces dix dernières années, les catastrophes nationales qui se sont succédées – dont l'ouragan Katrina et la marée noire de BP – ont révélé au grand jour la désintégration de l'infrastructure de base, l'inégalité sociale généralisée, les conditions de vie précaires de vastes sections de la population et la subordination de tous les aspects de la vie économique aux banques et aux grands groupes, ainsi que l'accumulation toujours plus obscène de la richesse du un pour cent au sommet de l'échelle.

La financiarisation du capitalisme américain et la disparition de la ligne séparant la spéculation de la criminalité en tant que telle a finalement produit en septembre 2008 l'effondrement de Wall Street qui a laissé 25 millions d'Américains sans emploi.

La vie politique est dominée par une attaque contre les droits démocratiques, allant d'un espionnage massif à l'intérieur du pays et de la répudiation de l'habeas corpus commencée sous le gouvernement Bush à l'exercice du droit de tuer un citoyen américain, fondé sur une accusation de terrorisme sans fondement.

L'élection d'Obama n'a fait que prouver l'impossibilité de s'opposer à la guerre ou à la destruction des droits démocratiques dans le cadre du système capitaliste bipartite. Près de trois ans après son élection, des troupes américaines sont encore en Irak et la guerre en Afghanistan a été fortement intensifiée. Le président démocrate est allé au-delà de la doctrine de Bush en attribuant à l'impérialisme américain le droit de mener une guerre partout où il perçoit une menace à ses intérêts et à ses « valeurs. » Ces « valeurs » comprennent la « libre circulation commerciale » signifiant la politique de libre marché dictée par les banques et les groupes basés aux Etats-Unis et les bénéfices qu'ils génèrent.

La nouvelle doctrine a été appliquée pour la guerre non provoquée en Libye menée ouvertement dans le but de changer le régime pour mettre en place un Etat fantoche plus servile aux intérêts américains et aux entreprises pétrolières occidentales.

Le 11 septembre et les guerres qui ont suivi ont également révélé la décrépitude de ce qui reste de l'intelligentsia américaine. Son intégrité avait déjà été érodée par sa participation à l'accumulation de la richesse rendue possible par le boom spéculatif des années 1990. De nouveaux intérêts sociaux ont poussé un grand nombre de personnes au sein de cette couche à s'adapter à l'impérialisme en qualifiant la guerre en Irak de légitime, en donnant des justifications libérales aux crimes de Washington et en répudiant les sentiments anti-guerre d'une époque antérieure.

Ce processus a porté ses fruits dans la guerre en Libye qui a eu l'appui enthousiaste d'universitaires libéraux et de vastes couches d'ex-gauchistes qui ont aidé à déguiser la prise de contrôle impérialiste d'un ancien pays colonial en un exercice de droits humains.

Parmi les manifestations les plus extrêmes de cette tendance générale il y a le rôle abominable joué par les médias qui, avec leurs journalistes « embarqués » (« embedded »), servent de pom pom girls chauvins pour chaque action militariste et de courroies de transmissions serviles aux mensonges les justifiant.

Ce virage idéologique vers la droite a eu lieu dans des conditions d'opposition de masse à la guerre et qui s'est intensifiée mais qui ne peut trouver une expression significative dans le système politique bipartite.

Ce projet, engagé par l'impérialisme américain en 2001 en utilisant le 11 septembre comme prétexte, n'a pas produit les résultats escomptés. Les guerres tant en Afghanistan qu'en Irak se sont transformées en débâcles sanglantes. Plutôt que d'être une conquête militaire américaine engendrant une aubaine de nouveaux profits pétroliers, les milliers de milliards de dollars dépensés durant une décennie de guerre n'ont fait qu'approfondir la crise financière américaine.

Ces échecs ne signifient pas cependant la fin du militarisme américain. Bien au contraire, ils signalent l'arrivée de guerres bien plus grandes et plus meurtrières. Des discussions concernant une nouvelle réduction de troupes américaines en Irak se sont accompagnées d'appels à une expansion des opérations de la CIA contre l'Iran. Tout laisse à penser que la guerre ouverte pour un changement de régime en Libye se répètera ailleurs au Moyen-Orient et en Asie centrale. Et le Pentagone est en train de planifier une guerre contre la Chine.

Ce à quoi Bush avait fait allusion lorsqu'il avait parlé des « guerres du 21ème siècle » continue sans relâche et produira inévitablement une nouvelle catastrophe encore plus grande.

La leçon décisive à tirer des expériences de la décennie qui a suivi le 11 septembre est que la lutte contre la guerre et pour la défense des droits sociaux fondamentaux et démocratiques ne peut être menée que sur la base d'une mobilisation politique indépendante de la classe ouvrière contre le système de profit, source du militarisme et de la réaction.

Article original, [WSWS](#), paru le 12 septembre 2011)

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2011

Articles Par : **[Bill Van Auken](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca